

La SSR envisage de rapatrier à Zurich la rédaction de la radio alémanique. Fort émoi dans la capitale

Berne se bat pour garder la radio



Les ministres cantonaux Christophe Darbellay (VS) et Bernhard Pulver (BE), ainsi que le sénateur fribourgeois Beat Vonlanthen (de g. à dr.), veulent conserver la radio alémanique à Berne.
Keystone

« PHILIPPE CASTELLA

Médias » L'ours bernois promet de se battre à grands coups de griffes contre le rapatriement à Zurich de la rédaction de la radio alémanique, un projet dévoilé début avril. Ville et canton se donnent la main dans ce combat et ils tentent d'élargir le front en réunissant leurs partenaires de Région capitale suisse, une association qui regroupe les cantons de Berne, de Soleure, du Valais, de Fribourg et de Neuchâtel. C'est ainsi que l'on a vu hier, pour défendre la cause bernoise devant les médias, le conseiller d'Etat

valaisan Christophe Darbellay, le syndic de Fribourg Thierry Steiert ou encore le conseiller aux Etats fribourgeois Beat Vonlanthen.

«Les régions francophones se sentent comprises et entendues à Berne»

Thierry Steiert

Le sujet a reçu peu d'échos médiatiques jusque'ici en Suisse

romande, mais il fait grand bruit en Suisse alémanique. Pour comprendre l'émotion que cela suscite, il suffit d'imaginer ce qui se passerait si la SSR décidait de déménager la radio romande de Lausanne à Genève...

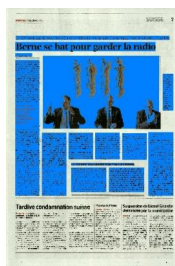
Plus de 100 postes perdus

La situation est toutefois un peu différente outre-Sarine, puisque la radio de service public se divise entre ses deux sites principaux de Berne et de Zurich, alors que la télé est concentrée à Zurich. C'est dans la capitale qu'est traité aujourd'hui l'essentiel de l'actualité. Le projet prévoit de n'y laisser que la rédaction nationale et une ré-

LA LIBERTÉ

La Liberté
1705 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'390
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 7
Fläche: 90'391 mm²

Auftrag: 3007101
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 69758505
Ausschnitt Seite: 2/2

daction régionale couvrant l'actualité bernoise, fribourgeoise et valaisanne. Dans les locaux ainsi libérés pourrait s'installer la direction de la SSR, dont le bâtiment actuel serait abandonné.

Selon les autorités bernoises, c'est 150 postes de travail qui s'envoleraient vers Zurich. La SSR parle, elle, de 120 postes et ajoute qu'en contrepartie, 150 postes touchant le domaine de la culture seront transférés de Zurich vers Bâle.

Au-delà de l'argument des places de travail perdues dans la capitale, c'est aussi une question de fédéralisme pour Bernhard Pulver, président du Gouvernement bernois: «Les arguments de l'ancrage régional de la SSR et la haute qualité de ses programmes radio ont beaucoup été avancés durant la campagne contre l'initiative No Billag.» Beat Vonlanthen le clame plus clairement: «Le rejet très net de cette initiative (71,6% de non) signifie un niet à une centralisation vers Zurich.»

Côté bernois, on a déjà une vision de l'information à la sauce zurichoise. Ses deux principaux quotidiens, la *Berner Zeitung* et le *Bund*, appartiennent au groupe Tamedia et l'essentiel de l'information nationale, internationale et économique y est déjà traitée

depuis Zurich.

Selon Bernhard Pulver, «le cadre de vie des rédacteurs a une influence sur la perception des thèmes et de leur importance». Autrement dit, on ne voit pas la Suisse de la même manière quand on habite à Zurich ou à Berne. Ainsi, pour le maire de la ville Alec von Graffenried, «la concentration à Zurich entraînerait un nivellement et un appauvrissement du journalisme».

Un impact en Romandie

C'est aussi ce qui motive le soutien romand: «Les régions francophones se sentent comprises et entendues à Berne», explique Thierry Steiert. «Un déménagement à Zurich serait un très mauvais signal pour la cohésion nationale.» Selon Christophe Darbellay, «Berne est pour les Valaisans la porte d'entrée vers le reste du pays. La SSR ne peut pas se contenter d'une couverture médiatique depuis Genève et Zurich.»

Ministre bernois de l'Economie, Christoph Ammann doute fortement du potentiel d'économies de la mesure envisagée, qu'il évalue à environ 3 millions de francs. Un chiffre qu'on ne confirme pas du côté de la SSR, cela dépendant de nombre de facteurs qui ne sont pas encore tran-

chés, justifie sa porte-parole Lauranne Peman. Mais la SSR a l'intention de pratiquer des coupes de l'ordre de 100 millions de francs, en épargnant le personnel et les programmes, d'où la recherche d'économies dans les infrastructures.

Son téléphone va tinter

Quant à l'argument fédéraliste avancé par les Bernois, la SSR le réfute: «Nous comprenons bien la dimension très émotionnelle du débat», souligne Lauranne Peman. «Le but du projet, ce n'est pas de tout centraliser, c'est d'essayer de trouver des synergies, tout en se basant sur des bureaux régionaux qui sont forts.»

Quant au président de la SSR Jean-Michel Cina, il ajoute que le projet est loin d'être ficelé puisqu'il n'est pas encore sur sa table: «Nous avons demandé à la direction de nous proposer un programme d'économies et de réinvestissement et allons recevoir leurs propositions dans le courant du mois de juin», précise-t-il. «C'est à ce moment-là que nous allons débiter notre analyse au niveau du conseil d'administration et, cas échéant, prendre des décisions.» Pour sûr, son téléphone n'a pas fini de tinter... »

LA SSR DOIT COLLABORER AVEC TOUS LES MÉDIAS

La SSR est appelée à collaborer avec tous les médias. Ces nouvelles dispositions devront toutefois être intégrées dans la nouvelle loi sur les médias que va bientôt mettre en consultation le Conseil fédéral. Le Conseil des Etats a refusé hier de presser le pas.

En toile de fond du débat, la coentreprise publicitaire Admeira de Swisscom, de la SSR et de l'éditeur Ringier. Dans une motion, le Conseil des Etats voulait préciser qu'aucune discrimination ne devrait prévaloir. Tous les médias devraient pouvoir profiter d'une collaboration avec la SSR d'autant

plus que cette dernière est financée par la redevance. Le Conseil fédéral rejetait cette motion.

Le National s'est toutefois rallié à la cause du Conseil des Etats. Seul hic: il a insisté pour que le Conseil fédéral légifère sans attendre la nouvelle législation. Les sénateurs ont refusé cette exigence et donc enterré par 38 voix contre 4 leur motion. Auteur en son temps d'une proposition allant dans le même sens, Beat Vonlanthen (pdc, FR) s'est ému que l'on puisse faire ainsi marche arrière. Cela laissera une trop grande marge de manœuvre au Conseil fédéral, selon lui. **ATS**